

# RECTORAT CAEN

168 rue Caponière

14000 CAEN

## Cahier des Clauses Techniques et Particulières

Lot 0 – DISPOSITIONS COMMUNES

—

## Travaux de mise aux normes des SSI au Rectorat de la Région Académique de Normandie à CAEN





## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1. Objet du marché .....</b>  | <b>3</b>  |
| <b>2. Désignation des intervenants.....</b>                                    | <b>3</b>  |
| <b>3. Désignation du site .....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>4. Classement bâtiment vis-à-vis de la sécurité incendie.....</b>           | <b>4</b>  |
| <b>5. Répartition des travaux suivant les lots.....</b>                        | <b>4</b>  |
| <b>6. Limites de prestations.....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>7. Plans d'exécution .....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>8. Textes de références .....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>9. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) .....</b> | <b>6</b>  |
| <b>10. Travaux sur matériaux contenant de l'Amiante .....</b>                  | <b>6</b>  |
| 10-1 Organisation préventive lors de travaux comportant des MCA.....           | 6         |
| 10-2 Evaluation des risques .....  | 7         |
| 10-3 Gestion des déchets.....  | 7         |
| 10-4 Conditionnement – emballage .....   | 8         |
| 10-5 Elimination des déchets MCA .....   | 8         |
| 10-6 Bordereaux relatifs à l'élimination des déchets MCA .....                 | 9         |
| <b>10. Bureau de contrôle et Coordinateur SSI .....</b>                        | <b>9</b>  |
| <b>11. Abords et voiries existantes .....</b>                                  | <b>9</b>  |
| <b>12. Nuisances .....</b>   | <b>10</b> |
| 12-1 Généralités.....  | 10        |
| 12.2 Précaution contre le bruit .....  | 10        |
| <b>13. Organisation et mise en place du chantier .....</b>                     | <b>10</b> |
| 13.1 Généralités .....   | 10        |
| 13.2 Installation de chantier .....  | 11        |
| <b>14. Nettoyage de chantier .....</b>   | <b>11</b> |
| 14.1 Généralités .....   | 11        |
| 14.2 Gestion des déchets de chantier.....                                      | 11        |
| 14.3 Dispositions particulières .....  | 12        |
| <b>15. Trous et scellements .....</b>  | <b>12</b> |
| <b>16. Protection des ouvrages .....</b>                                       | <b>12</b> |
| <b>17. Garanties .....</b>   | <b>12</b> |
| <b>18. Liste des pièces contractuelles .....</b>                               | <b>13</b> |



## 1. Objet du marché

L'objet des travaux consiste à assurer la mise en sécurité incendie du bâtiment principal du rectorat, sis 168 rue caponière à CAEN (14)

Les travaux seront réalisés uniquement en site occupé (pas de fermeture de l'établissement). Cette opération comprendra :

- Mise en place d'un SSI de catégorie A
- Création de compartiments au sous-sol par recoupement des volumes
- Création de compartiments au RDC avec recoupement de façades à façades par portes de recoupement dans les circulations
- Création de recoupement par des ensembles de menuiseries « décoratifs » dans les circulations principales
- Suppression des anciens escaliers en bois entre locaux archives au sous-sol et RDC
- Renforcement du cloisonnement Coupe-Feu entre locaux et circulations
- Création d'escaliers encloisonnés
- Désenfumage des escaliers encloisonnés
- Renforcement du degré coupe-feu de locaux débouchant directement dans les escaliers
- Réfection de faux plafonds dans les circulations et escaliers
- Mise en place d'un SSI de catégorie A
- Réfection du TGBT et des armoires de distribution électrique, création de chemins de câbles dédiés
- Réfection de l'éclairage dans les circulations avec faux plafonds modifiés
- Réfection de l'éclairage de sécurité dans tout le bâtiment

**NOTA IMPORTANT :** Le bâtiment, datant des années 1880, présente une architecture à conserver. Toutes les mesures permettant de ne pas dénaturer le bâtiment par les travaux réalisés devront être prises.

## 2. Désignation des intervenants

### **MAITRE D'OUVRAGE**

RECTORAT  
168 rue Caponière  
14000 CAEN

### **ETABLISSEMENT**

RECTORAT  
168 rue Caponière  
14000 CAEN

### **MAITRE D'ŒUVRE/Coordonnateur SSI**

CONCEPTIS  
4 Longue Vue des architectes  
ZAC du Long Court  
14111 LOUVIGNY

**ORGANISME DE CONTROLE AGREE**

BUREAU VERITAS

CAEN – Immeuble Ambassadeur

4 Place de Boston

14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

**Coordinateur SPS**

EG PREVENTION

6 impasse du Champ Fleury

14780 LION-SUR-MER

### 3. Désignation du site

L'implantation du chantier est la suivante :

Département du calvados

Ville de CAEN

Zone de vent : 2

Zone de neige : A1

Zone de sismique : 2

### 4. Classement bâtiment vis-à-vis de la sécurité incendie

Le bâtiment est classé en ERP de type W, 5ème catégorie.

### 5. Répartition des travaux suivant les lots

Les travaux sont répartis en 4 lots :

Lot 00 : Dispositions communes à tous les lots

Lot 01 : Menuiseries intérieures – Plâtrerie - Peinture

Lot 02 : SSI – Electricité CFO

Lot 03 : Désenfumage

### 6. Limites de prestations

Les différents documents cités dans la liste des pièces du marché définissent les ouvrages à exécuter et sont complémentaires les uns par rapport aux autres.

Chaque entreprise est tenue de prendre connaissance des autres CCTP afin d'assurer la cohérence des ouvrages.



L'entrepreneur ne pourra pas faire état d'une incohérence ou imprécision après la signature du marché. Avant la passation du marché, ces éventuelles incohérences, omissions ou imprécision devront être signalées de façon écrite avant ou au stade de la soumission.

Si, après la signature des marchés, des éventuelles incohérences, omissions ou imprécision sont signalées, l'entrepreneur aura l'obligation de les prendre à sa charge et de réaliser les travaux sans plus-value. Les côtes et les références sont données à titre indicatif dans les documents constituant le marché et sont à confirmer par l'entreprise dans les documents d'exécution.

Les interprétations différentes qui pourraient apparaître à la lecture des documents du marché devront être prises en compte et exécutées en accord avec le maître d'œuvre sans plus-value et seront validées par des avenants techniques.

## **7. Plans d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages, notes de calculs et calepins de chantier sont à la charge des entreprises.

Les entreprises diffusent aux entreprises des autres lots concernés ses plans et documents d'exécution.

Ces documents seront aussi diffusés :

- pour avis au bureau de contrôle
- pour visa Maître d'Œuvre.
- pour approbation aux entreprises des autres corps d'état concernés par les ouvrages ainsi définis.

Les documents définitifs des ouvrages réellement exécutés seront transmis au Maître d'Ouvrage dans le but de créer le dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Des exemplaires seront également remis au coordonnateur SPS dans le but de créer le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O).

Les dimensionnements figurants sur les plans du bureau d'études sont donnés à titre indicatif et doivent être vérifiés et confirmés par les entreprises à leur remise d'offres.

La définition des ouvrages indiquées sur les documents de consultation n'est qu'indicative et doit donc être vérifiée par l'entreprise à la remise des offres.

## **8. Textes de références**

Toutes les opérations seront exécutées par le titulaire du contrat conformément aux règles de l'art et aux prescriptions des différents textes et normes en vigueur.

Il s'agit notamment des textes suivants (liste non limitative):

- Code de la Construction et de l'Habitation
- Code du Travail
- Décret 92-158 modifié fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure



- Arrêté du 22 juin 1990 modifié règlement de sécurité contre l'incendie dans les ERP pour les ERP du 2<sup>ème</sup> groupe (5<sup>ème</sup> catégorie)
- Les normes homologuées et enregistrées par arrêtés ministériels
- Les DTU avec leurs règles de calculs
- Les différents cahiers des charges pour les ouvrages non traditionnels
- Normes se rapportant aux installations de chantier
  - Normes X 08.003 concernant les couleurs et signaux de sécurité
  - Loi 76.1106 du 06.12.76
  - Décret 92-333 du 31 mars 1992
  - Décret 94.1159 du 26 décembre 1994
- Normes SSI : NF S 61931 à NF S 61970 édition en vigueur
- Norme NF C 15100, et notamment la NF C 15100-1

Chaque CCTP complètera cette liste de documents de références en fonction de la spécificité des travaux.

Les conséquences de l'ensemble des modifications, adaptations ou nouvelles réglementations paraissant avant la date de commande sont à la charge de l'entreprise.

Les nouveaux textes ou modifications de textes paraissant après la date de la commande seront soumises au maître d'Ouvrage ainsi que les incidences qui en découlent avant toute exécution.

## 9. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS)

Les entreprises seront chargées de rédiger leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) conformément aux prescriptions du décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 portant intégration de la sécurité et de l'organisation en matière de sécurité et protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de Génie civil.

Elles en ont la charge de sa diffusion au Coordonnateur de Sécurité missionné par le Maître d'Ouvrage.

Le Coordonnateur de Sécurité établira le Plan Général de Coordination (P.G.C.) qui est annexé au dossier de consultation.

## 10. Travaux sur matériaux contenant de l'Amiante

### 10-1 Organisation préventive lors de travaux comportant des MCA

Les rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans le bâti existant sont joints au DCE, **ils confirment la présence d'amiante.**

L'opération est en premier lieu une mise en conformité des SSI et non une opération de désamiantage. Pour toute opération incluant des travaux dont la finalité est le retrait partiel ou le confinement de MCA et impliquant des salariés d'au moins deux entreprises, entreprises participant aux travaux proprement dits et entreprises du site à l'intérieur ou à proximité duquel sont réalisés les travaux, il y a lieu d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé tant au cours de l'étude, de l'élaboration du projet qu'au cours de la réalisation des travaux.



Cette organisation doit permettre de définir l'ensemble des sujétions et mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence ou de la succession des diverses activités sur ou à proximité du site des travaux. Elle prend aussi en compte les travaux et activités faisant suite à un traitement de MCA lorsque ce dernier peut laisser subsister des risques pour les travailleurs et la population.

Dans ces situations, sont appliqués soit les textes relatifs à la coordination des opérations de bâtiment et de génie civil (loi du 31 décembre 1993, décret du 26 décembre 1994), soit ceux relatifs aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (décret du 20 février 1992, arrêté du 19 mars 1993).

Quels que soient les textes d'application, l'amiante étant cancérigène, l'ensemble de la démarche est obligatoirement formalisé par des documents écrits (M.O.A. : Mode Opératoire Amiante)

Dans tous les cas, les documents prennent en compte le fait que ces travaux et interventions sont susceptibles d'exposer au risque amiante l'ensemble des personnes se trouvant à l'intérieur ou à proximité du site où sont effectués les travaux.

## 10-2 Evaluation des risques

Pour toute opération comportant le traitement de MCA, une analyse des risques portant sur l'ensemble des phases de l'opération est réalisée. Chaque acteur (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur, chefs d'entreprise) réalise la sienne pour la partie le concernant. Elle tient notamment compte :

a) des contraintes liées à la situation, comme :

- les MCA présents : type, nature, etc.,
- l'utilisation actuelle et éventuellement future des locaux,
- les caractéristiques du site d'intervention et de l'emplacement des MCA : intérieur, extérieur, activité à proximité, état d'encombrement ...

b) des options techniques prises sur :

- la planification du chantier (une ou plusieurs phases, délais, etc.),
- les types de traitement,
- toutes les étapes du chantier, de la libération du site par le maître d'ouvrage

A la restitution des locaux ou de l'installation,

- l'organisation du travail, des modes opératoires,
- les équipements de travail et de protection,
- les types d'opérations élémentaires à accomplir,
- la formation des personnels aux techniques envisagés,

## 10-3 Gestion des déchets

Le "producteur" des déchets (le propriétaire des bâtiments ou des équipements ou le donneur d'ordre des travaux) est responsable du devenir de l'ensemble des déchets produits par la réalisation des travaux, jusqu'à leur prise en charge par le centre d'élimination. Il est, en particulier, responsable de la définition du choix de la filière d'élimination et des conditions dans lesquelles elle se fait (conditionnement, stockage intermédiaire, transport).

Les documents d'appel d'offres fixent les types de filières choisies pour éliminer les déchets. Le donneur d'ordre, avec l'entreprise, établit un contact avec le centre d'élimination des déchets pour préciser, avant les travaux, leur condition d'acceptation ; si nécessaire, il prend les mesures pour prévoir leur stockage intermédiaire avant leur prise en charge.



La charge de l'organisation pratique de l'élimination des déchets incombe généralement à l'entreprise qui réalise les travaux ; elle peut, si elle le souhaite, faire appel à un transporteur pour confier les déchets au centre de stockage ou d'élimination adapté

#### **10-4 Conditionnement – emballage**

L'entreprise qui effectue le retrait ou le confinement des MCA doit prendre toutes mesures pour conditionner et évacuer de la zone de travail les déchets, au fur et à mesure de leur production.

Les déchets sont conditionnés conformément aux règlements en vigueur et aux règles imposées par les cahiers des charges des centres d'élimination des déchets de MCA. Le type de conditionnement sera adapté à la nature des déchets : friables, non friables, produits palettisables, EPI, films en matière plastique, etc.

Les conditionnements doivent posséder des caractéristiques propres à éviter toute dispersion de fibres d'amiante (résistance à la déchirure, étanchéité, décontamination) et à permettre leur manutention à toutes les étapes de la chaîne d'élimination.

Pour les MCA friables et les déchets contenant de l'amiante libre, le principe généralement établi est le double emballage. Toutefois, d'autres techniques de conditionnement apportant des garanties d'étanchéité équivalentes ou meilleures peuvent être admises. Ces déchets contenant de l'amiante sont soumis par ailleurs aux règlements du transport des matières dangereuses, en particulier concernant leurs emballages extérieurs pour le transport, qui peuvent être, selon la filière d'élimination :

- des grands récipients pour le vrac (GRV) en matière plastique, métalliques ou composites,
- des fûts en acier, en aluminium ou matière plastique,
- des conteneurs fermés,

Les produits comportant de l'amiante lié comme dans le cas où l'amiante est immergé ou fixé par un liant naturel ou artificiel (ciment, bitume, asphalte, matière plastique, résine, colle, etc.) sont conditionnés par colis de taille adaptée aux conditions et matériels choisis pour la manutention, recouverts d'un film en matière plastique. Les fragments et les petits éléments sont conditionnés dans des GRV ou des conteneurs fermés.

#### **10-5 Elimination des déchets MCA**

Les déchets de MCA sont éliminés selon des filières différentes selon qu'ils sont de nature friable (ou qu'ils comportent des fibres libres) ou qu'ils sont associés à un liant.

Deux solutions se présentent au producteur de déchets contenant de l'amiante :

- l'inertage : différents procédés existent ou sont en cours de développement, notamment la vitrification après fusion des déchets avec une torche au plasma.
- l'enfouissement dans une installation de stockage de déchets :
- - de classe 1 : pour tous les déchets d'amiante brut ou ceux pollués par de l'amiante. Ce type de décharge est le seul accepté pour les MCA friables ou contenant de l'amiante friable, les poussières et les déchets contenant de l'amiante libre comme les EPI, les films plastiques et les matériaux de confinement non dépollués, les filtres, les brisures de MCA non friables, etc., et l'amiante lié à des matériaux qui, lorsqu'ils deviennent des déchets sont classés "déchets industriels spéciaux" (DIS),
- - de classe 2 : pour les déchets d'amiante lié à des produits qui ne sont pas classés "déchets industriels spéciaux", comme le vinyle-amiante et les matériaux en amiante-ciment déconstruits,
- - de classe 3 : dans des alvéoles dédiés à ces déchets, pour les produits en amiante-ciment déconstruits ou d'autres déchets contenant de l'amiante lié avec un matériau inerte.

Les installations d'élimination ayant chacune leurs contraintes d'exploitation, la description et les dimensions des conditionnements des déchets contenant de l'amiante, qui y seront déposés, doivent être fournis avec la demande d'autorisation préalable d'élimination de déchet industriel spécial.



## 10-6 Bordereaux relatifs à l'élimination des déchets MCA

Deux documents participent à la gestion de l'élimination des déchets contenant de l'amiante :

- le certificat d'acceptation préalable,
- le bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante.

Le certificat d'acceptation préalable des déchets contenant de l'amiante doit être demandé au centre d'élimination des déchets ; il précise les conditions particulières d'acceptation des déchets dans ce centre.

La demande d'acceptation doit, si possible, préciser la nature des MCA, le type d'amiante (chrysotile, coriolite, etc.), la nature des autres déchets qui seront éliminés, les volumes et les poids estimés, les types de conditionnements et leurs dimensions.

Dans les cas où plusieurs filières d'élimination sont retenues pour la même opération, il sera établi un certificat d'acceptation préalable pour chaque centre.

Le bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante doit obligatoirement accompagner chaque unité de transport des déchets. Signé par tous les intervenants, de la maîtrise d'ouvrage à l'éliminateur final en passant par l'entreprise et le transporteur, le bordereau de suivi permet de reconstituer le processus de transfert des déchets en cas de recherche de responsabilité. Un exemplaire de ce bordereau de suivi sera retourné par le centre d'élimination au producteur ainsi qu'à l'entreprise qui a réalisé les travaux. Un modèle type de ce bordereau est joint en annexe de la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 9 janvier 1997.

## 10. Bureau de contrôle et Coordinateur SSI

L'entrepreneur ne devra en aucun cas commencer ses travaux tant que les plans, notes de calculs, et autres documents ne sont pas validés par les différents intervenants.

L'entreprise devra se conformer obligatoirement et sans délai aux observations et modifications qui lui seront alors demandées dans le cas où les ouvrages se révélaient non conformes aux règles de construction, normes en vigueur, plans et pièces écrites et ce, dans le cadre du marché.

Tous les travaux seront exécutés sous le contrôle de l'organisme de contrôle et du coordinateur SSI désignés par le Maître d'ouvrage.

Les fiches transmises devront être prises en compte par l'entreprise qui notifiera par écrit au Bureau de Contrôle et au Maître d'Œuvre les explications ou actions rectificatives faites suite aux observations formulées par l'organisme précité.

## 11. Abords et voiries existantes

Un constat des abords et voiries existantes et des constructions sera réalisé avant démarrage des travaux et dressera un état des lieux contradictoire en indiquant les dégradations existantes.

Les accès au chantier seront définis par le Maître d'ouvrage et le Coordinateur SPS et seront balisés.

Suivant l'avancement du chantier, chaque corps d'état procédera au dégagement et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition.

Les dégradations constatées ne figurant pas au constat initial à la libération des abords, feront l'objet de travaux de remise en état aux frais exclusifs des entreprises responsables.



## 12. Nuisances

### 12-1 Généralités

Il est rappelé que l'établissement doit continuer à fonctionner normalement pendant la réalisation des travaux. Leur réalisation pourra, de ce fait, être perturbée et avoir lieu en une ou plusieurs interventions en fonction de la libération des locaux et de la disponibilité éventuelle des personnels de l'établissement.

Aucun supplément ne pourra être demandé à ce sujet.

### 12.2 Précaution contre le bruit

L'entrepreneur du présent lot devra respecter les règlements et normes acoustiques et principalement la loi bruit 92.144, relative à la lutte contre le bruit et le décret 88-405 relatif à la protection des travailleurs contre le bruit.

Vis-à-vis des résidents, des contraintes horaires ou journalières pourront être imposées par le maître d'ouvrage.

## 13. Organisation et mise en place du chantier

### 13.1 Généralités

**Les travaux se dérouleront en site occupé**, les entreprises devront inclure dans leur offre une adaptabilité totale aux contraintes et horaires des Lycées, à savoir :

- Une disponibilité pour intervention urgente sous 24h00 suivant demande du MOE.
- Une disponibilité pour intervention selon l'organisation différente et particulière de l'établissement.
- Une disponibilité pour intervention selon le calendrier hebdomadaire du Rectorat, avec changement organisationnel possible et immédiat.
- Une disponibilité pour travailler en horaire décalé de 6h00 à 9h00 le matin (par exemple pour les percements et ouvrages de gros-œuvre ou autre) et entre 12h00 et 14h00.
- **Les travaux seront privilégiés durant les congés scolaires.**
- Durant la journée les travaux ne devront pas gêner l'activité au sein du Rectorat, et la sécurité devra être maintenue : aucun stockage ne sera toléré dans les circulations ou devant les issues de secours.
- En cas de manquement ou de risque avéré, à cause des travaux, pour la sécurité des utilisateurs, une intervention payante, aux frais de l'entreprise défaillante, sera demandée à une autre entreprise.
- Toutes les mesures de protections nécessaires, clôtures étanches, signalisation adaptée, devront être prévues et mise-en-place en cas de besoin.
- Les entreprises devront prévoir de travailler rapidement, avec un minimum de deux compagnons par intervention, un remplacement de porte compris finitions, ne devra pas excéder une journée.
- Les travaux dans les faux-plafonds des circulations devront se faire avec des escabeaux professionnels type PIRL (déplaçables) et non des plateformes (fixes).
- Les entreprises devront travailler en coordination avec les services de gestion patrimoine du Rectorat, et répondre précisément et rapidement à leur demande, si elles concernent les travaux, sous peine de voir des réfections établies sur le Décompte Général et Définitif de leurs marchés.



- Les éventuels déplacements de mobilier nécessaires pour les travaux pourront être demandés aux entreprises, en coordination avec les services de gestion patrimoine du Rectorat.
- Les percements inutilisés devront être parfaitement rebouchés avec une finition peinture dito existant, à faire par l'entreprise responsable des percements.
- Les locaux devront être livrés propres, les éventuelles salissures (traces de doigts sur faux-plafond, vitrages salis) ou dégradations du fait des travaux, seront nettoyées et/ou réparées par les entreprises ayant travaillées dans ces locaux.

### **13.2 Installation de chantier**

Il est prévu une installation de chantier qui sera à la charge du lot N°1

## **14. Nettoyage de chantier**

### **14.1 Généralités**

L'état de propreté permanent du chantier sera maintenu par l'ensemble des entreprises.

Aucun stockage de matériel ne sera autorisé à l'intérieur des bâtiments. Le stockage sera effectué suivant les dispositions contenues dans le PGC.

Les déchets, emballages et débris divers seront évacués au fur et à mesure de l'avancement du chantier, soit dans des bennes correctement renouvelées, soit à la décharge publique.

En cas de non-respect de ces prescriptions, le maître d'œuvre pourra faire procéder au nettoyage par une autre entreprise aux frais du défaillant.

### **14.2 Gestion des déchets de chantier**

La gestion des déchets sera organisée en conformité avec les prescriptions locales notamment celles du Plan Départemental de Gestion des Déchets du BTP (30/06/2005).

Dans ce cadre, les entreprises réduiront au maximum les déchets de chantier à la source par le choix des produits.

Chaque entreprise est responsable de ses déchets jusqu'à sa prise en charge par le centre de traitement approprié.

Elles devront également respecter le classement et la catégorie de ses déchets afin d'en faciliter le tri. Des fiches de suivi de déchets spécifiques à chaque corps d'état seront remplies par toutes les entreprises concernées.

Elles définissent la nature et l'estimation quantitative de chaque type de déchets.

Les déchets seront triés au minimum suivant les 4 catégories suivantes :

- Les déchets inertes
- Les déchets industriels banals (DIB)
- Les déchets industriels spéciaux (DIS ou déchets dangereux)
- Les déchets d'emballages



### 14.3 Dispositions particulières

Il est interdit de brûler les déchets sur le chantier.

## 15. Trous et scellements

Toutes les opérations nécessaires aux passages de câbles ou gaines (dépose et repose de faux-plafond, percement des murs ou planchers, etc.) sont à la charge de l'entreprise attributaire des travaux du lot concerné.

Le rebouchage et le calfeutrement des passages sont de même à la charge de l'entreprise (respect du degré coupe-feu des parois et planchers) et sera effectué par des produits faisant l'objet d'un procès-verbal de résistance au feu pour cet usage.

L'entreprise devra ses scellements dans toute nature de matériaux

## 16. Protection des ouvrages

Chaque entreprise prendra toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses prestations, aucune détérioration, aussi minime qu'elle soit, aux existants.

Il sera juge des dispositions à prendre à cet effet et des protections à mettre en place.

Les travaux étant à réaliser en immeuble occupé, les dispositions particulières (matériaux M1 au minimum) sont prises :

- pour garantir la sécurité des occupants
- pour protéger les existants

Devront particulièrement être protégés : les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en textile ou moquette. Le cas échéant, ces revêtements devront être totalement recouverts, tant dans les locaux touchés par les prestations que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers.

Le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par le titulaire lui semblent insuffisantes, de lui imposer de prendre des mesures de protections complémentaires.

## 17. Garanties

Les entreprises devront garantir :

- le parfait achèvement de leurs travaux pendant une période de 1 an à compter de la réception.
- le bon fonctionnement des équipements pendant une période de 2 ans à compter de la réception des ouvrages.
- Le clos et couvert pendant une période de 10 ans



## 18. Liste des pièces contractuelles

- CCTP lot 00 : dispositions communes
- CCTP lot 01 : Menuiserie intérieure – Plâtrerie - Peinture SSI – Electricité CFO
- CCTP lot 02 : SSI – Electricité CFO
- CCTP lot 03 : Désenfumage Naturel
- SSI01\_Plan projeté SSI Niveau SOUS-SOL
- SSI02\_Plan projeté SSI Niveau RDC
- SSI03\_Plan projeté SSI Niveau R+1
- SSI04\_Plan projeté SSI Niveau R+2
- TCE01\_Plan travaux T.C.E hors lot 2 Niveau SOUS-SOL
- TCE02\_Plan travaux T.C.E hors lot 2 Niveau RDC
- TCE03\_Plan travaux T.C.E hors lot 2 Niveau R+1
- TCE04\_Plan travaux T.C.E hors lot 2 Niveau R+2
- Plans découpages des zones ZA-ZC-ZF
- Cahier des Charges Fonctionnel du SSI
- Rapport de mission de repérage amiante avant travaux.
- RICT de l'organisme agréée
- PGC établi par le Coordonnateur SPS